

**MAINTENANCE ET EVOLUTION DE L'APPLICATION AGIR
(AIDE A LA GESTION DES INDICATEURS A RISQUE)
DE LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Code de la commande publique

(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)

Arrêté du 16 septembre 2009 modifié, portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication

L'option B de l'article 38 du CCAG TIC est applicable au présent marché.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PROCEDURE DE PASSATION - DEFINITIONS - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Procédure de passation	4
1.2 - Définitions.....	4
1.3 - Présentation des pouvoirs adjudicateurs	5
<i>Le Ministère de la Justice</i>	5
<i>La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)</i>	5
L'exécution des décisions de justice	5
La réinsertion sociale	6
Les structures de la DAP	6
L'Administration centrale	6
Les services déconcentrés	7
Les Directions Interrégionales des Services Pénitentiaires (DISP)	7
Les établissements pénitentiaires	7
Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP)	7
2.1 - Objet du marché	8
2.2 - Objet détaillé du marché.....	8
2.3 - Type de marché	8
2.4 - Forme du marché	8
2.5 - Périmètre du marché	8
2.6 - Durée du marché	9
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	9
ARTICLE 4 - DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES	9
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
5.1 - Conditions d'exécution des prestations	9
5.1.1 – <i>Modalités d'exécution des bons de commande</i>	9
5.1.2 – <i>Conduite des prestations par une personne nommément désignée</i>	10
5.2 - Vérification et admission des prestations	10
5.2.1 – <i>Opérations de vérification</i>	11
5.2.2 – <i>Décisions après vérification</i>	11
5.3 - Pénalités – sanctions pour défaut d'exécution des prestations n'entraînant pas la résiliation du marché	12
5.3.1 – <i>Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations</i>	13
❖ Préparation des comités	13
❖ Compte-rendu des comités	13
5.3.2 – <i>Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé</i>	13
5.3.3 – <i>Pénalités pour indisponibilité</i>	14
5.4 - Utilisation des résultats par la DAP – choix de l'option du CCAG TIC.....	14
5.5 – Garanties	16
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHE - CONTENU - VARIATION.....	16
6.1 - Prix du marché	16
6.2 - Contenu des prix.....	16
6.3 - Mois d'établissement des prix.....	16
6.4 - Variation des prix.....	16
ARTICLE 7 - AVANCES	17
7.1 - Versement de l'avance au titulaire	17
7.2 - Montant de l'avance	17
7.3 - Modalités de versement de l'avance.....	17
7.4 - Versement d'une avance au sous-traitant.....	17
7.5 - Remboursement de l'avance	17
ARTICLE 8 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	18
8.1 - Présentation des demandes de paiement par le titulaire.....	18

8.1.1 – Périodicité des présentations des demandes de paiement	18
8.1.2 – Contenu des demandes de paiement	18
8.1.3 – Adresse de facturation	18
8.2 - Modalités de règlement par la DAP	19
8.2.1 – Acceptation du montant de la facture	19
8.2.2 – Modalités de paiement en cas de groupement	20
8.2.3 – Modalités de paiement direct du sous-traitant	20
8.2.4 – Modalités de paiement en cas de désaccord	20
8.2.5 – Délai de paiement	20
ARTICLE 9 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT	21
9.1 - Interlocuteurs du marché.....	21
9.1.1 Interlocuteur technique	21
Barbara STEFANI.....	21
Courriel : barbara.stefani@justice.gouv.fr	21
9.1.2 Interlocuteur administratif.....	21
Sylvie VINCENT.....	21
Direction de l'administration pénitentiaire.....	21
Tél. : 01.70.22.83.99	21
Courriel : sylvie-jacqueline.vincent@justice.gouv.fr	21
9.2 - Forme des notifications et communications	21
9.3 - Modification relative au titulaire du marché	22
9.3.1 – Changement de dénomination sociale du titulaire	22
9.3.2 – Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	22
ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE.....	22
10.1 - Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché	22
10.2 - Confidentialité des données	23
Article 11 - CLAUSE PENITENTIAIRE.....	24
ARTICLE 12 - PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS.....	25
12.1 - Sous-traitance initiale	25
12.2 - Sous-traitance en cours de marché	25
ARTICLE 13 - ASSURANCES	25
ARTICLE 14 - RESILIATION.....	25
14.1 - Résiliation du marché	25
14.2 - Résiliation pour non remise des documents demandés lors de(s) la reconduction(s)	25
14.3 - Résiliation pour pénalité représentant plus de 50% du montant du marché.....	26
ARTICLE 15 - LITIGES.....	26
15.1 - Règlement amiable des différends.....	26
ARTICLE 16 - RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	26
ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE.....	26

ARTICLE 1 - PROCEDURE DE PASSATION - DEFINITIONS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Procédure de passation

Appel d'offres ouvert, en application des articles 25, 66 à 68 du décret relatif aux marchés publics n°2016-360 du 25 mars 2016.

1.2 - Définitions

Administration désigne la Direction et les services relevant du ministère de la Justice. Elle participe à l'exécution des décisions pénales et au maintien de la sécurité publique. Elle met en œuvre des actions de réinsertion sociale des personnes placées sous main de justice.

Cantine désigne le service permettant aux détenus d'acquérir des biens et des services avec les sommes figurant sur la part disponible de leurs comptes nominatifs. Cette faculté s'exerce sous le contrôle du chef de l'Etablissement et dans les conditions prévues au règlement intérieur (dispositions prévues dans le cadre du Code de procédure pénale).

Capacité d'accueil des Etablissements désignée également **Capacité théorique** des Etablissements se définit de manière théorique par la somme des cellules utilisées pour héberger les détenus placés en détention. Pour chaque établissement cette Capacité d'accueil est calculée en nombre de places par référence à des critères de superficie édictés par la circulaire NOR. E 88 40016 C du 17 mars 1988. Cette Capacité d'accueil, fixée contractuellement à l'article 5.1 du présent CCAP, est susceptible d'évoluer au cours de la durée du présent Marché. Cette évolution de la capacité d'accueil d'un Etablissement sera portée à l'attention du Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Centre de détention (CD) désigne un Etablissement pénitentiaire accueillant les personnes majeures condamnées qui présentent les perspectives de réinsertion les meilleures. Leur régime de détention est orienté principalement vers la resocialisation des détenus.

Centre pénitentiaire (CP) : Etablissement pénitentiaire qui comprend au moins deux (2) quartiers à régime de détention différents : maison d'arrêt, centre de détention et/ou maison centrale.

Chef d'Etablissement désigne le directeur des services pénitentiaires nommé par arrêté ministériel pour diriger et gérer un Etablissement pénitentiaire.

Condamné désigne la personne déclarée coupable d'avoir commis une infraction par une décision définitive.

Détenu désigne une personne écrouée dans un Etablissement pénitentiaire.

Etablissement pénitentiaire : Il existe plusieurs types d'Etablissements pénitentiaires selon le régime de détention et les catégories de condamnations : les centres de détention (CD), les centres pénitentiaires (CP), les centres de semi-liberté (CSL), les maisons d'arrêt (MA), les maisons centrales (MC), les Etablissements pour mineurs (EPM).

Etat désigne le Ministère de la justice représenté par la Direction de l'Administration pénitentiaire (DAP).

Maison d'arrêt (MA) : Etablissement pénitentiaire qui reçoit les prévenus et les condamnés dont la durée de peine restant à purger est inférieure à 1 an, ou les condamnés en attente d'affectation dans un Etablissement pour peine (centre de détention ou maison centrale). Certaines maisons d'arrêt disposent d'un quartier spécifique pour recevoir des mineurs, séparés des adultes.

Maison centrale (MC) : Etablissement qui reçoit les condamnés les plus difficiles. Leur régime de détention est axé essentiellement sur la sécurité.

Notification : La notification transforme le projet de contrat en Marché et le candidat en Titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du Marché au Titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

Prévenu désigne la personne (en liberté ou détenue dans un Etablissement pénitentiaire) poursuivie pour contravention ou délit, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive.

Service Général désigne le Travail des Détenus affectés à des activités concourant au fonctionnement courant de l'Etablissement pénitentiaire, notamment la maintenance, l'entretien des locaux, la préparation ou la distribution des repas, et des produits Cantinés.

Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) : Structure départementale dépendant de l'Administration pénitentiaire. Le SPIP est chargé du suivi des personnes condamnées incarcérées (milieu fermé) ou non (milieu ouvert) confiées par l'autorité judiciaire : suivi individuel, préparation à la sortie, enseignement, travail, propositions de soins, contribution aux activités sportives et lutte contre la toxicomanie.

1.3 - Présentation des pouvoirs adjudicateurs

Le Ministère de la Justice

Pour une présentation du Ministère de la Justice, le candidat peut consulter le site Internet à l'adresse suivante : www.justice.gouv.fr

La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

Les missions de la DAP

L'exécution des décisions de justice

L'Administration Pénitentiaire prend en charge les personnes placées sous-main de justice.

Les mesures prononcées à leur égard peuvent intervenir avant ou après le jugement. Elles sont exécutées soit en milieu fermé, dans les prisons, soit en milieu ouvert, sans enfermement ou après la sortie.

- En milieu fermé, une personne est soit appelée « prévenu » en attente de jugement ou « condamné » exécutant une peine privative de liberté.

- En milieu ouvert, la personne est suivie par un Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (dits « SPIP »), dans le cadre d'une mesure non privative de liberté comme le contrôle judiciaire, la surveillance judiciaire, le suivi socio judiciaire, la libération conditionnelle, le sursis avec mise à l'épreuve ou le travail d'intérêt général.

La réinsertion sociale

L'Administration Pénitentiaire met en place, avec des partenaires publics ou associatifs, des dispositifs d'insertion (hébergement, emploi, suivi médical par exemple) qu'elle propose aux personnes détenues ou aux personnes suivies par les SPIP.

En milieu fermé, les actions développées doivent permettre aux personnes détenues de préparer leur sortie et de retrouver une place dans la société. En milieu ouvert, les personnels socio-éducatifs ont un rôle de contrôle, de conseil et d'orientation vers les organismes et les associations compétents.

La législation pénale pose en principe l'individualisation des peines en milieu ouvert comme en milieu fermé. L'exécution de la peine tient compte de la personnalité, du comportement et des possibilités de réinsertion du condamné.

Au nom de ce principe, la juridiction de l'application des peines dispose de différentes mesures d'individualisation de la peine : libération conditionnelle, permission de sortie, réduction de peine, placement en semi-liberté, placement à l'extérieur, placement sous surveillance électronique. Le juge de l'application des peines (JAP) décide des mesures à prendre en s'appuyant sur l'avis des personnels de sécurité et de réinsertion de l'Administration Pénitentiaire.

Les structures de la DAP

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, la Direction de l'Administration Pénitentiaire est l'une des six directions du Ministère de la Justice.

A sa tête, le directeur est nommé par décret du Président de la République, sur proposition du garde des Sceaux.

Elle se compose d'une Administration centrale et de services déconcentrés (Directions Interrégionales, établissements pénitentiaires et SPIP).

L'Administration centrale

L'Administration centrale de la direction de l'Administration Pénitentiaire est organisée en :

- quatre sous directions (sous-direction des missions, sous-direction des métiers et de l'organisation des services, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales, sous-direction du pilotage et de la sécurité des services) ;
- deux services (service de la communication, inspection des services pénitentiaires).

Les services déconcentrés

Les Directions Interrégionales des Services Pénitentiaires (DISP)

L'échelon de déconcentration retenu par la direction de l'Administration Pénitentiaire est la région pénitentiaire.

Il existe neuf directions interrégionales des services pénitentiaires (ci-après dites « DISP ») et une mission des départements et territoires d'outre-mer.

Les directions interrégionales animent, contrôlent et coordonnent l'activité des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation de leur ressort.

Les établissements pénitentiaires

Il existe trois catégories d'établissements pénitentiaires :

Les maisons d'arrêt (MA) reçoivent les prévenus (personnes en attente de jugement) ainsi que les condamnés dont le reliquat de peine n'excède pas un an lors de leur condamnation définitive. Il existe une maison d'arrêt au moins par département (sauf le Gers).

Les établissements pour peine regroupent maisons centrales (MC), centres de détention (CD), centres de semi-liberté (CSL), centres Pénitentiaires (CP), centres pour peines aménagées (CPA) en fonction du type de population pénale qu'ils accueillent.

Les établissements pour mineurs (EPM) accueillent les jeunes de 13 à 18 ans.

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP)

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation sont des structures administratives regroupant, au niveau de chaque département géographique, l'ensemble des ressources humaines et des moyens affectés aux missions d'insertion et de probation sur le département (en milieu ouvert ou fermé).

ARTICLE 2 - OBJET, TYPE, FORME ET PERIMETRE DU MARCHÉ

2.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet le développement, la cession, l'intégration, l'assistance au déploiement et la Tierce Maintenance Applicative (TMA) d'une solution logicielle de collecte et de contrôle des données utiles au pilotage stratégique (indicateurs clés) de l'administration pénitentiaire.

2.2 - Objet détaillé du marché

Le présent marché concerne la Tierce Maintenance Applicative (TMA) d'une solution de collecte et de contrôle des données utile au pilotage stratégique de l'administration pénitentiaire.

Cette solution, nommée AGIR (Aide à la Gestion des Indicateurs à Risque), existe d'ores et déjà en production. La présente consultation vise ainsi à :

- reprendre l'application existante ;
- assurer sa maintenance corrective et évolutive.

2.3 - Type de marché

Le présent marché est un marché de techniques de l'information et de la communication.

Le marché de service comprend l'exécution des prestations intellectuelles.

2.4 - Forme du marché

Toutes les prestations décrites dans le présent marché devront être réalisées par le titulaire du marché.

Le marché sera exécuté par émission de bons de commande successifs, selon la survenance des besoins.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire du marché. Ils précisent parmi les prestations décrites dans le marché, celles dont l'exécution est demandée. Ils en déterminent la quantité.

Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans l'annexe financière.

2.5 - Périmètre du marché

Les services concernés par le marché sont les suivants : Le bureau de la performance et le bureau des systèmes d'information de la direction de l'administration pénitentiaire.

Les services habilités à émettre les bons de commande sont les suivants : le bureau de la performance et le bureau des systèmes d'information de la direction de l'administration pénitentiaire.

2.6 - Durée du marché

Les délais d'exécution applicables dans le cadre du marché sont de deux ans reconductibles deux fois pour une durée d'un an.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces contractuelles sont celles mentionnées à l'article II de l'Acte d'Engagement.

Par dérogation à l'article 48 du CCAG TIC, le présent marché ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG TIC.

ARTICLE 4 - DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes jointes au dossier de consultation.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - Conditions d'exécution des prestations

5.1.1 – Modalités d'exécution des bons de commande

- **Contenu des bons de commande**

Les bons de commandes doivent comporter les renseignements suivants :

- La référence au présent marché en mentionnant explicitement son numéro ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- L'objet du bon de commande : contenu détaillé et quantité des prestations à effectuer ;
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations ;
- La désignation de la direction en charge du règlement de la facture correspondante et l'adresse de facturation ;
- Les conditions particulières d'exécution ;
- Le délai d'exécution ;
- Le montant des prestations commandées.

- **Délai d'exécution des bons de commande**

Les bons de commande successifs définiront précisément les délais de réalisation des différentes prestations commandées.

A défaut d'indication différente, la durée maximum de validité du bon de commande est de 3 mois.

La durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 3 mois à compter de la date d'échéance du marché.

- **Personnes habilitées à émettre les demandes d'achat**

Les bureaux habilités à émettre les demandes d'achat sont le bureau de la performance et le bureau des systèmes d'information au sein de la direction de l'administration pénitentiaire.

Le service habilité à émettre les bons de commande est le bureau de la performance de la direction de l'administration pénitentiaire.

- **Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande**

En application de l'article 3.7.2 du CCAG TIC, le titulaire doit notifier ses observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande.

5.1.2 - Délais d'exécution des prestations

Le délai d'exécution de chaque prestation est fixé dans le CCTP.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG TIC, le titulaire ne pourra pas demander la résiliation du marché lorsque le démarrage des prestations est ordonné par ordre de service fixant un début d'exécution dans un délai supérieur à 6 mois après la notification du marché.

5.1.2 – Conduite des prestations par une personne nommément désignée

Le titulaire désigne nommément dans son offre une personne en charge de l'exécution des prestations objet du marché.

Dans le cas où cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, la DAP et prendre toute disposition nécessaire, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer à la DAP un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par la DAP, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si la DAP refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par la DAP est motivée.

Les avis, propositions et décisions de la DAP sont notifiées selon les modalités fixées à l'article 3.1 du CCAG.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par la DAP, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 42 du CCAG TIC.

5.2 - Vérification et admission des prestations

L'admission est l'acte par lequel la DAP accepte avec ou sans réserve, les prestations exécutées.

5.2.1 – Opérations de vérification

Les opérations de vérification et d'admission se dérouleront dans les conditions prévues à l'article 26 du CCAG TIC.

Le suivi d'avancement est effectué de façon factuelle et contractuelle par le suivi des livrables.

Le livrable est fourni par le titulaire sous forme de document, service ou produit. Une fois que sa livraison aura été acceptée il sera soumis à des vérifications destinées à constater qu'il répond aux stipulations contractuelles.

La réception d'un livrable de type produit est prononcée suite à sa Validation d'Aptitude (VA) puis après sa Vérification de Service Régulier (VSR).

5.2.2 – Décisions après vérification

A l'issue des opérations de vérification, la DAP prend, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG TIC, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si la DAP ne notifie pas sa décision dans le délai prévu à l'article 27 du CCAG TIC, les prestations sont considérées comme reçues, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes à exécuter, chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

○ Admission :

La DAP prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. La réception prend effet à la date de notification de la décision de réception.

○ Ajournement :

La DAP, lorsqu'elle estime que les prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à la DAP, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui pendant ce délai, la DAP a le choix de prononcer la réception des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du refus du titulaire ou à partir de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de la DAP au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, la DAP dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de la DAP, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision d'ajournement pour

enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, ces fournitures peuvent être évacuées ou détruites par la DAP, aux frais du titulaire.

○ Réfaction

Lorsque la DAP estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, la DAP dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, la DAP est réputée avoir accepté les observations du titulaire.

○ Rejet

Lorsque la DAP estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché et ne peuvent être reçues en l'état, elle en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les éventuelles fournitures livrées au titre des prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par la DAP, aux frais du titulaire.

Lorsque la mauvaise qualité ou la défectuosité des fournitures ou matériaux remis par la DAP et, entrant dans la composition des prestations, est à l'origine du défaut de conformité des prestations aux stipulations du marché, la DAP ne peut prendre une décision d'ajournement, de d'admission avec réfaction ou de rejet :

- si le titulaire a, dans un délai de quinze jours à partir de la date à laquelle il a eu la possibilité de les constater, informé la DAP des défauts des approvisionnements, matériels ou équipements remis, réserves faites des vices cachés ne pouvant être décelés avec les moyens dont il dispose ;
- et que la DAP a décidé que les approvisionnements, matériels ou équipements devaient néanmoins être utilisés et a notifié sa décision au titulaire.

5.3 - Pénalités – sanctions pour défaut d'exécution des prestations n'entraînant pas la résiliation du marché

Si les pénalités atteignent 50% du montant du marché, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sur décision du pouvoir adjudicateur.

5.3.1 – Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

- **Application des pénalités**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG TIC, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le prestataire se verra appliquer, en cas de non-respect de la date limite d'achèvement des prestations, les pénalités suivantes :

- ❖ **Préparation des comités**

Le titulaire élabore les supports préparatoires de chacun des comités dont il est partie prenante (COSUI et COPIL) et les remets au plus tard 2 jours ouvrés avant la réunion concernée à la DAP.

La pénalité forfaitaire est de 100 € si le titulaire ne remet pas à la DAP les documents préparatoires 2 jours ouvrés avant la réunion concernée.

- ❖ **Compte-rendu des comités**

Le titulaire élabore le compte rendu de chacun des comités dont il est partie prenante (dont COSUI et COPIL).

Si le titulaire ne remet pas les comptes rendus 2 jours ouvrés après le comité, la pénalité est de 50 € par jour de retard.

- ❖ **Pour toutes autres prestations**

La pénalité est égale à $V \times N / 50$

Dans lesquels :

V = valeur pénalisée (montant de la prestation)

N = nombre de jours de retard

- **Exonération de pénalités**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire se verra appliquer les pénalités dès le 1^{er} euro.

5.3.2 – Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, des sanctions peuvent être appliquées au titulaire en application de l'article 8222-1 du code du travail, dans les conditions suivantes :

Lorsque la DAP est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation.

Le titulaire mis en demeure devra apporter à la DAP la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans un délai de 15 jours.

A défaut de correction des irrégularités signalées, la DAP informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer des pénalités ou résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités applicables est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

5.3.3 – Pénalités pour indisponibilité

- **Application des pénalités**

L'article 14.2 du CCAG TIC est applicable.

- **Exonération de pénalités**

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire se verra appliquer les pénalités dès le 1er euro.

5.4 - Utilisation des résultats par la DAP – choix de l'option du CCAG TIC

L'option B de l'article 38 du CCAG TIC est applicable au présent marché.

En application de l'article B.38 du CCAG TIC, le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant à la DAP de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour la destination suivante : logiciel AGIR version 2.

Les dispositions des articles B38 à B38-4 du CCAG TIC sont complétées comme suit :

1- Concernant l'objet du marché :

La cession est consentie pour réaliser toutes les prestations décrites dans le marché suivant :

Prestation 1 : Initialisation

Prestation 2 : Tierce Maintenance Applicative

Prestation 3 : Assistance technique

La cession des droits porte sur tous les modes d'exploitation quel qu'en soit le procédé ou le support ou le format (papier sur des plaquettes affiches, photos, autres formes d'édition électronique, numérique, informatique, téléchargement, Cd-rom, vidéogramme, disque dur, disquette, CD, réseau, web, PRINT...) ou le moyen de diffusion ou de communication (mise en ligne internet ou intranet diffusion télévisuelle, transmission par voie hertzienne, par satellite câble pour des projections privées ou publiques) pour les besoins de la communication de la DAP.

Pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, il est précisé que les droits cédés comprennent :

- *Pour le droit de reproduction :*

le droit de reproduire tout ou partie de la prestation pour quelque usage que ce soit par quelque procédé que ce soit notamment numérisation, fixation audiovisuelle, numérisation, édition de cartes, plaquettes, et sur tous supports connus, notamment papier (rapports, affiches, plaquettes d'information ou publicitaires, documentation de quelque type que ce soit)

numérique, informatique, réseaux (internet, intranet et autres) vidéographique, phonographique, audiovisuel, sur tout type d'écran, sur CD –ROM, CDI, DVD, vidéocassettes, et ce en tous formats, et d'en faire établir des produits dérivés notamment dans l'hypothèse d'une réception partielle.

Le droit de reproduction porte également sur tout support inconnu ou non prévisible à la date de la signature du marché sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs non connus au jour de la signature du marché.

- *Pour le droit de représentation :*

Le droit de représenter tout ou partie de la prestation par tout procédé de communication connus ou inconnus au public au jour de la signature du marché à savoir par présentation publique, ainsi que par diffusion sur sites Web, ou encore par exposition, projection, télédiffusion par voie hertzienne, par satellite, par voie numérique, par câble et de façon générale le droit de diffuser les prestations ainsi que leur adaptations et ou leur traductions en intégralité ou par extraits et sur tout type de réseaux

- *Pour le droit de distribution :*

Le droit de distribuer la prestation sous forme de CD-Rom, DVD, ou Cdi à destination des salariés ou du public de l'établissement notamment à des fins d'information ou de communication.

- *Pour les droits d'adaptation et de traduction :*

Le droit d'utiliser modifier, traduire, arranger, corriger, intégrer en tout ou partie les prestations objet du marché.

En application de l'art. B 38.1.1 al 3 du CCAG, la DAP pourra apporter des modifications aux résultats notamment dans la mesure où elles sont rendues strictement indispensables par des impératifs esthétiques, techniques ou de sécurité publique, légitimés par les nécessités du service public ou par la destination des résultats ou leur adaptation à des besoins nouveaux.

2- Concernant le territoire :

La cession est consentie pour la France.

3- Concernant la durée de la cession :

Les droits sont cédés pour la durée suivante : 70 ans après la mort de « l'auteur - personne physique ».

4- Concernant le prix de la cession :

Le montant du présent marché comprend la cession des droits PI à la DAP.

Le prestataire cède à titre exclusif à la DAP tous les droits de propriété intellectuelle relatifs à la création et au développement du logiciel AGIR objet du présent marché, pour la durée de protection de la propriété intellectuelle, dans le monde et ce compris les droits d'auteur relatifs aux dits développements à savoir droits d'utilisation, de reproduction, de représentation, de modification, de traduction et d'adaptation et ce pour tous modes d'exploitation de ce site.

La DAP pourra apporter au logiciel tous les ajouts et modifications qu'elle désirera, sans aucune autorisation du prestataire et sans que celui-ci puisse réclamer un supplément de prix.

5.5 – Garanties

Le présent marché déroge à l'article 30 du CCAG TIC, en revanche le titulaire est tenu de la garantie à raison des défauts cachés conformément à l'article 1641 du code civil.

Il n'y a pas de retenue de garantie.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ - CONTENU - VARIATION

Le titulaire certifie que les prix n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à la DAP, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

6.1 - Prix du marché

Les indications relatives au prix figurent à l'article III de l'Acte d'Engagement.

6.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

L'article 10.1.4 du CCAG-TIC relatif au prix des prestations couvertes par la maintenance est applicable.

6.3 - Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de remise de l'offre du titulaire.

6.4 - Variation des prix

Les prix du marché sont révisables à chaque date anniversaire. La première révision intervient un (1) an après la date de notification.

La révision des prix sera effectuée en utilisant l'indice (Syntec) et la formule paramétrique suivante :

$$P_n = P_o [0,125 + 0,875 \frac{\text{Syntec}_n}{\text{Synteco}}]$$

Où P_n est le prix révisé,
 P_o est le prix plafond initial de l'accord-cadre,
Syntec_n est le dernier indice connu à la date de révision,
Synteco est l'indice du mois de remise des offres.

L'indice Syntec est publié dans le Moniteur des travaux publics et du bâtiment et le site de l'INSEE.

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

ARTICLE 7 - AVANCES

7.1 - Versement de l'avance au titulaire

Une avance est accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique, dans les conditions prévues à l'article III.4 de l'acte d'engagement.

7.2 - Montant de l'avance

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la partie des prestations qui ne sont pas confiées à des sous-traitants et qui ne donnent pas lieu à paiement direct.

Pour la partie forfaitaire, le montant de l'avance est fixé à 30% d'une somme égale à douze fois le montant de la partie, divisée par la durée du marché exprimée en mois.

Pour la partie à bon de commande, le montant de l'avance, pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois, est fixé à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande, divisée par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

7.3 - Modalités de versement de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours :

- à compter de la notification du bon de commande ;
- à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations si ces dernières sont réglées à prix forfaitaire.

7.4 - Versement d'une avance au sous-traitant

Une avance est accordée au sous-traitant dans les conditions fixées par le code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte spécial de sous-traitance et dans les conditions accordées au titulaire telles que décrites ci-dessus.

Dans le cas où le titulaire sous-traiterait une part de marché postérieurement à la notification de celui-ci, il doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant renonce à percevoir l'avance.

7.5 - Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance tant par le titulaire que par ses éventuels sous-traitants s'effectuera conformément aux dispositions de l'article R. 2191-11 du code de la commande publique et dans les conditions décrites à l'article R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 8 - MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

8.1 - Présentation des demandes de paiement par le titulaire

8.1.1 – Périodicité des présentations des demandes de paiement

Une facture doit être établie et remise à la DAP après l'exécution de chaque commande.

Elle doit correspondre aux bons de commande réellement exécutés à la date d'établissement de la facture.

8.1.2 – Contenu des demandes de paiement

Outre les mentions légales, la facture est établie en un original et deux copies et devra comporter les mentions suivantes :

Les paiements interviennent après le constat du service fait sur la base des factures comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de facturation ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS du marché et du bon de commande ;
- l'intitulé du service exécutant ;
- les nom et adresse de la personne publique ;
- la prestation effectuée et sa date d'exécution ;
- le montant total hors taxe de la prestation exécutée et le montant T.T.C ;
- un relevé d'identité bancaire.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par la personne publique aux torts exclusifs du prestataire.

IMPORTANT :

- en cas de groupement, les factures de chaque cotraitant doivent contenir l'indication s'il y a paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement.
- en cas de sous-traitance, les factures du titulaire devront contenir, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.
- les demandes de paiement devront faire apparaître distinctement les prestations relatives à chaque partie du marché.

8.1.3 – Adresse de facturation

Les demandes de paiement devront être adressées à la direction émettrice du bon de commande en charge du suivi comptable du présent marché.

Modalités de transmission des factures

Les demandes de paiement devront être adressées à la direction émettrice de l'ordre de service ou du bon de commande en charge du suivi comptable du présent marché.

- Envoi Papier :

Les factures sont adressées en un original au comptable de la direction émettrice de l'ordre de service. Cette faculté est réservée aux micros entreprises.

- Envoi dématérialisé :

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

En application de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les entreprises titulaires de marchés publics et leurs sous-traitants bénéficiant d'un paiement direct doivent obligatoirement adresser leurs factures au ministère de la justice sous format électronique.

La transmission dématérialisée des factures doit être effectuée conformément aux dispositions du décret 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre deux modes de dématérialisation :

1- Adresser ses factures par échange de données informatisées (EDI) :

- i) En les adressant directement au concentrateur de factures du service bénéficiaire,
ou
 - ii) En demandant à un opérateur de dématérialisation de son choix une prestation de dématérialisation de ses factures, charge à cet opérateur de se raccorder au concentrateur et de transmettre les factures au concentrateur.
- PS : il est nécessaire de raccorder préalablement le SI facturier du fournisseur au concentrateur Chorus.

2- Recourir à un portail

Utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

- i) En déposant ses factures ;
- ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

8.2 - Modalités de règlement par la DAP

8.2.1 – Acceptation du montant de la facture

La DAP vérifie le montant indiqué sur la facture. Elle le complète éventuellement en calculant les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par la DAP. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

8.2.2 – Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

8.2.3 – Modalités de paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C., le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par la DAP, est payé directement selon les modalités précisées ci-dessous pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse au titulaire sa facture libellée au nom du titulaire.

Puis, il adresse à la DAP :

- sa demande de paiement libellée au nom de la DAP, accompagnée du double des pièces adressées au titulaire ;
- l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a reçu la facture ou le décompte se rapportant aux prestations sous-traitées ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

La somme à régler au sous-traitant tient compte d'une éventuelle révision des prix et inclut la T.V.A. au taux applicable au contrat de sous-traitance, tel qu'il a été mentionné dans l'acte spécial de sous-traitance.

8.2.4 – Modalités de paiement en cas de désaccord

En cas de désaccord entre le titulaire et la DAP, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par la DAP dans les conditions prévues à l'article 11.8.3 du CCAG TIC, déduction faite des éventuelles pénalités dues au titre de l'article 5 du présent CCAP.

8.2.5 – Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30** jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Le taux applicable en cas de retard de paiement est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

ARTICLE 9 - GESTION ET SUIVI DU CONTRAT

9.1 - Interlocuteurs du marché

9.1.1 Interlocuteur technique

Barbara STEFANI
Direction de l'administration pénitentiaire,
Sous-direction de l'expertise - Bureau de la donnée
Tél. : 01.70.22.81.73
Courriel : barbara.stefani@justice.gouv.fr

9.1.2 Interlocuteur administratif

Sylvie VINCENT
Direction de l'administration pénitentiaire
Tél. : 01.70.22.83.99
Courriel : sylvie-jacqueline.vincent@justice.gouv.fr

Le changement d'interlocuteur n'est pas constaté par voie d'avenant.

9.2 - Forme des notifications et communications

Les échanges de communication entre la DAP et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de la DAP doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés (e-mail avec accusé de réception par retour de mël) ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procèdera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la DAP, dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du CCAG TIC.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

9.3 - Modification relative au titulaire du marché

9.3.1 – Changement de dénomination sociale du titulaire

Durant la période de validité du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société et généralement toutes les modifications importantes qui affectent la société.

En l'absence d'une telle information, l'administration ne saurait être tenue responsable des éventuels retards de paiement engendrés.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais l'interlocuteur indiqué à l'article 9.1 et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire et, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

9.3.2 – Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la DAP procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article 55 du décret relatif aux marchés publics n°2016-360 du 25 mars 2016 et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (*titulaire établi en France*) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (*titulaire établi ou domicilié à l'étranger*) du code du travail qui lui seront demandés. Un relevé d'identité bancaire devra également être joint à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la DAP procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE

Le Titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des obligations définies dans cet article par **ses collaborateurs, société-mère, filiales et sous-traitants éventuels**.

Il est dérogé à l'art. 5.1. du CCAG TIC comme suit :

10.1 - Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher

une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi après son exécution, tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la DAP.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

Pour les échanges de fichiers par messagerie ou sur supports amovibles comportant des **informations sensibles** entre le Titulaire et la DAP, entre le Titulaire et les sous-traitants ou encore entre les personnels du Titulaire, il est fait usage d'un logiciel de chiffrement permettant de protéger ces informations lors de leur manipulation ou stockage. Le choix du logiciel de chiffrement est effectué par les services de la DAP au démarrage de la prestation.

10.2 - Confidentialité des données

Les supports informatiques fournis par la DAP au titre du présent marché, et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire restent la propriété de la DAP.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 et suivants et 226-16 et suivants du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- et en fin de marché à :

- procéder à la destruction de tous fichiers matérialisés ou dématérialisés stockant les informations saisies. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal de destruction signé contradictoirement par les parties et remis à la personne de la DAP en charge de l'exécution du marché ;

ou à :

- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent marché.

Le Titulaire a le devoir d'informer sans délai l'Administration de toute difficulté dans l'application de ces mesures, de fuite ou de suspicion de fuite d'informations sensibles qu'il rencontre ou constate.

La DAP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La DAP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Article 11 - CLAUSE PENITENTIAIRE

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Ils ne peuvent en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements :

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent pas accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles de procédure pénale suivants : D220, D274, D277 et D278.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose " Est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à un détenu ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements. La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance de détenus ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit, des détenus".

ARTICLE 12 - PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire sous-traite les prestations dans les conditions prévues par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique.

12.1 - Sous-traitance initiale

Le Titulaire qui entend exécuter le présent marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion du marché, faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par la DAP, conformément au modèle d'acte initial de sous-traitance¹.

12.2 - Sous-traitance en cours de marché

En cours de marché, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de la DAP l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance que le titulaire doit remettre à l'interlocuteur en charge indiqué à l'article 9.1 du présent document.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (article 1382 à 1384 du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tout dommage causé à l'occasion de l'exécution du marché.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 - Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 39 et suivants du CCAG TIC.

Il est rappelé que la DAP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions citées à l'article 10.2 du présent document.

14.2 - Résiliation pour non remise des documents demandés lors de(s) la reconduction(s)

Le marché sera reconduit sous réserve que le titulaire fournisse, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D. 8254-3 (titulaire établi à l'étranger) du code du travail dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de la copie de la présente décision.

¹ Le titulaire peut utiliser le modèle mis à disposition (DC4) par la direction des affaires juridiques sur le site www.marches-publics.gouv.fr.

Ces pièces seront listées dans la notification de la décision de reconduction.

En cas de non remise des pièces susmentionnées par le titulaire, la DAP pourra résilier le marché aux torts de ce dernier, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

14.3 - Résiliation pour pénalité représentant plus de 50% du montant du marché

En cas de pénalité excédant 50% du montant total du marché, la DAP pourra résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

ARTICLE 15 - LITIGES

15.1 - Règlement amiable des différends

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l'exécution de marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique).

15.2 - Tribunal Compétent

En cas de litiges entre les parties au contrat, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris conformément aux dispositions de l'article R 312 – 11 du code de justice administrative.

ARTICLE 16 - RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du code de la commande publique, la réalisation de livraisons complémentaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés (*ou de marchés passés selon une procédure adaptée sans mise en concurrence si le montant des marchés correspondants le permet*) qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 17 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent également les dites conventions :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;

— la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

La DAP est en droit pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 42 du CCAG TIC.